



Communiqué aux cheminots

Saint-Denis, le 27 Février 2018

Un pacte ferroviaire pour liquider les cheminots !

Sans surprise, le 27 Février, le 1^{er} Sinistre a lancé la plus grande attaque contre les droits des cheminots depuis bien longtemps. A coups d'arguments fallacieux, en faisant porter la responsabilité aux travailleurs du rail de décennies de politiques des transports de l'Etat, **il annonce vouloir recourir aux ordonnances pour mettre fin au Statut des cheminots** et rogner sur l'ensemble du contrat social pour payer la facture !

Supprimer le statut, **c'est créer une concurrence entre les salariés au sein même d'une SNCF dont le statut d'entreprise publique serait également remis en cause**. Pour l'ensemble des cheminots, quel que soit leur service, ce double statut constituerait une pression permanente à la baisse sur les conditions d'emplois des salariés ; Dans la perspective d'une éventuelle ouverture à la concurrence, c'est un cadeau fait aux patrons des grandes entreprises privées car ces néo-salariés (*au code du travail comme dit le 1^{er} ministre*) seraient transférables et corvéables à merci, sans possibilité de refus.

A travers la stigmatisation des cheminots et de leur statut, **le gouvernement balaye sous le tapis et ne répond pas aux questions centrales du règlement de sa dette ferroviaire et des missions de services publics de SNCF**.

Contrairement au discours rassurant, le réseau secondaire n'est pas sauvé, au contraire, la responsabilité de leur maintien est bel et bien transféré aux régions, ce qui dessine un plan de fermeture de bon nombre d'entre-elles, faute de financements. **La casse sociale qui en résulterait se mesurera à coup de milliers d'emplois cheminots supprimés dans tous les services !**

**IL FAUT REAGIR FORTEMENT ET SE MOBILISER POUR SAUVER NOTRE STATUT
ET NOS CONDITIONS D'EMPLOIS !**

Le projet de loi d'habilitation des ordonnances sera présenté au conseil des ministres le 14 Mars, pour un examen lors de la session parlementaire d'Avril ; Le gouvernement annonce une concertation rapide mais sous la contrainte d'un passage en force si les discussions ne vont pas dans leur sens ; c'est une parodie de concertation qui s'annonce si nous ne mettons pas ces concertations sous la pression des cheminots !

Pour SUD-Rail, hors de question de brader le statut sur l'autel du libéralisme, hors de question de créer les conditions d'une liquidation du contrat social des cheminots et du service public ferroviaire. En prenant en compte les éléments de ce calendrier, la Fédération SUD-Rail proposera, le plus rapidement possible, aux autres fédérations de mettre les négociations sous la pression de la grève des salariés car c'est comme ça qu'on gagnera notre avenir !